

Les GOPÉ

(Grandes Orientations de Politique Économique)

& l'Union européenne



L'Union européenne (UE)



WIKIPÉDIA

- ★ 27 pays
- ★ 3^{ème} puissance économique mondiale par son PIB nominal (derrière les États-Unis et la Chine)
- ★ Plus de 446 millions d'habitants
- ★ 7 institutions principales (16 en tout) :
 - Commission européenne = POUVOIR EXECUTIF
 - Conseil européen = POUVOIR EXECUTIF
 - Conseil de l'Union européenne (ou *Conseil*) = POUVOIR EXECUTIF & LEGISLATIF
 - Parlement européen (le seul à être élu par le peuple européen) = POUVOIR LEGISLATIF
moins important que le *Conseil* (pas d'initiative législative)
 - Banque Centrale européenne (BCE)
 - Cour des comptes européenne
 - Cour de justice de l'Union européenne

Les pères fondateurs



Union
européenne

<https://european-union.europa.eu>

★ Les pères fondateurs :

- Robert Schumann
- Jean Monnet
- Walter Hallstein
- Winston Churchill



« Pour mettre fin aux guerres qui ensanglantent régulièrement le continent et qui culminent avec la Seconde Guerre mondiale, les responsables politiques européens entament le processus de construction de ce que nous connaissons aujourd'hui comme l'Union européenne. »





Robert Schumann

- Président du Conseil des ministres français de 1947 à 1948, Schuman, en tant que ministre français des Affaires étrangères entre 1948 et 1952, **est responsable de la *Déclaration du 9 mai 1950*** (avec Jean Monnet) qui accepta de placer la production de charbon et d'acier de la France et de l'Allemagne sous une seule autorité internationale, dans le cadre de la ***Communauté européenne du charbon et de l'acier* (CECA)**. Il est président de l'Assemblée parlementaire européenne de 1958 à 1960.
- En 1940, il a en été membre du 1^{er} gouvernement Pétain et a voté les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940.
- Il a présidé le **Mouvement européen** (vice-présidé entre autres par **Daniel Cohn-Bendit**), financé par **l'ACUE** (Comité américain pour une Europe unie), **financé par les fondations Ford et Rockefeller et présidé par le directeur de la CIA Allen Dulles** (de 1953 à sa dissolution en 1960).



Jean Monnet

- Conseiller politique et économique, commissaire général au Plan, **Monnet a contribué à la *Déclaration Schumann de 1950***, au rapprochement franco-allemand après la Seconde Guerre mondiale **et à la création de la CECA (*Communauté européenne du charbon et de l'acier*) dont il fut le premier président de la Haute Autorité**, et a aussi promu la coopération industrielle internationale.
- En 1952, Jean Monnet écrit à Donovan (chef de l'OSS) :
« Votre soutien continu, maintenant plus crucial que jamais, nous aidera grandement pour la pleine réalisation de nos plans ». Jean Monnet présidait le **Comité d'action pour les États-Unis d'Europe** (soutenu par l'ACUE, les fondations Ford et Rockefeller et le groupe Bilderberg).



Walter Hallstein

- Universitaire et diplomate allemand qui a servi comme premier président de la **Commission économique européenne** (CEE), et a joué un rôle notable dans la création du marché commun européen.
- Walter Hallstein fut aussi un éminent professeur de droit qui déclara le 23 janvier 1939, dans le discours *L'unité juridique de la Grande Allemagne* :
« Le Peuple de l'Europe nouvelle n'est pas seulement constitué par des conditions physiques communes, c'est-à-dire par des facteurs hérités et externes. Il ne se compose pas uniquement non plus d'un destin historique commun. Un Peuple est essentiellement formé par des convictions et des valeurs communes. Ainsi, le leadership d'un État des peuples aryens, en particulier le national-socialisme, ne peut pas se passer des outils du droit pour sécuriser ce territoire commun. »



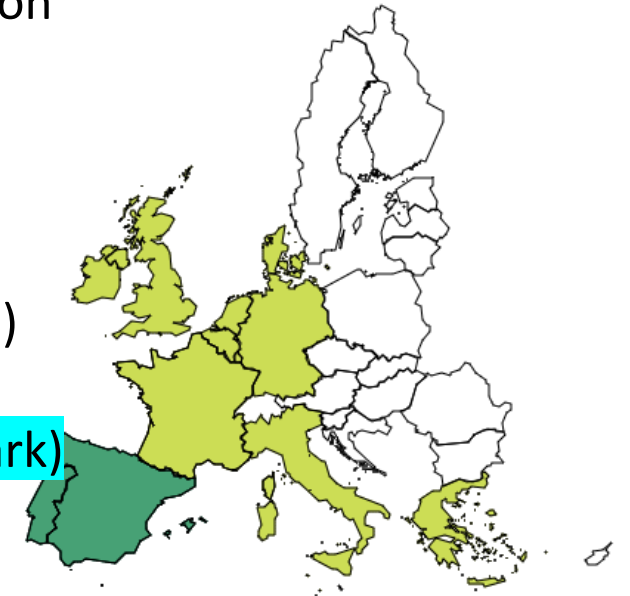
Winston Churchill

- Premier ministre britannique pendant la Seconde Guerre mondiale, Churchill a appelé à des "États-Unis d'Europe", organisés démocratiquement, pour empêcher de futures guerres en Europe.
- Il a été l'un des moteurs de la création du **Conseil de l'Europe**, précurseur de l'Union européenne.

Mise en place de l'UE



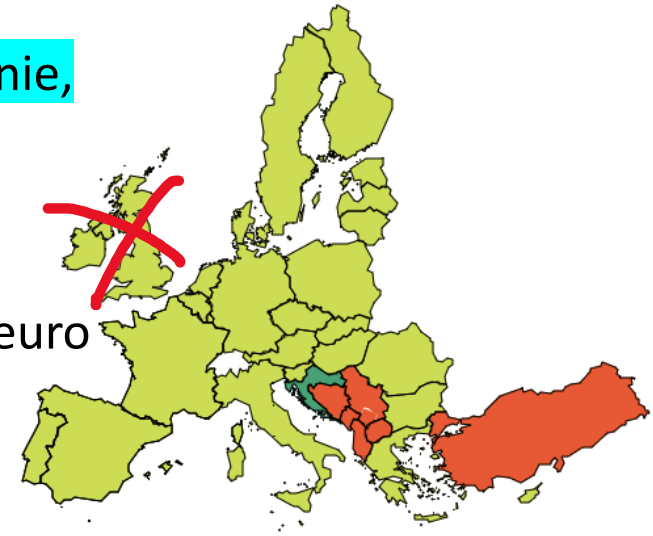
- ★ 8 mai 1945 – Fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe
- ★ 4 avril 1949 – Création de l'OTAN
- ★ 5 mai 1949 – Création du Conseil de l'Europe
- ★ 9 mai 1950 – Déclaration Schumann : un plan pour une nouvelle coopération politique en Europe
- ★ 18 avril 1951 – Communauté européenne du charbon et de l'acier
CECA = 6 pays (France, Belgique, Allemagne, Luxembourg, Italie, Pays-Bas)
- ★ 25 mars 1957 – 2 Traités de Rome : Le CECA devient la CEE (et Euratom)
Le 1^{er} traité de Rome devient le TFUE (Traité sur le fonctionnement de l'UE)
- ★ 19 mars 1958 – Naissance du Parlement européen
- ★ 1er janvier 1973 – De 6 à 9 pays membres (Irlande, Royaume-Uni, Danemark)
- ★ 1er janvier 1981 – La Grèce devient le 10^e État membre
- ★ 1 janvier 1986 – 2 nouveaux membres : l'Espagne et le Portugal



Mise en place de l'UE : 1992 à 2020



- ★ 7 février 1992 – Traité de Maastricht : la CEE devient l'Union Européenne
- ★ 1er janvier 1995 – L'UE compte 3 nouveaux membres : l'Autriche, la Finlande et la Suède.
- ★ 1er janvier 1999 – Naissance de l'euro (transactions commerciales)
- ★ 1 janvier 2002 – Lancement des billets et pièces en euros dans 12 pays
- ★ 1 mai 2004 – 10 nouveaux pays (Tchéquie, Chypre, Estonie, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Malte, Pologne, Slovénie, Slovaquie) => 25 pays
- ★ 29 mai-1 juin 2005 – Constitution euro refusée par France et Pays-Bas
- ★ 1 janvier 2007 – L'UE accueille la Bulgarie et la Roumanie
- ★ 13 décembre 2007 – Traité de Lisbonne (TUE), qui institue la Constitution euro
- ★ 10 décembre 2012 – Remise du prix Nobel de la paix à l'UE
- ★ 1 er juillet 2013 – La Croatie devient le 28 e État membre de l'UE
- ★ 31 janvier 2020 – Brexit (le Royaume-Uni sort de l'UE) => 27 pays
- ★ « Pour contribuer à soutenir la reprise, les responsables politiques conviennent du plus grand train de mesures de relance jamais financé par le budget de l'UE: l'accent est mis sur une relance écologique et numérique, l'UE s'efforçant de parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050. »



Ursula Von der Leyen

Présidente de la Commission européenne

- **Ministre de la Défense en Allemagne**
(17 décembre 2013 – 17 juillet 2019)
- **Participe à la réunion du groupe Bilderberg**
(groupe euro-américain fondé en 1954 par David Rockefeller & comparses) **en juin 2019** (à Montreux 🇨🇭)
- **Présidente de la Commission européenne**
depuis le 1^{er} décembre 2019
- **Son mari Heiko Von Der Leyen est directeur de Orgenesis**, une société de biotechnologie, spécialisée en thérapie cellulaire et génique, qui est en lien avec Pfizer, **depuis décembre 2020**
- **Son fils David était responsable de l'engagement chez McKinsey**
entre 2016 et 2019



Ursula Von der Leyen

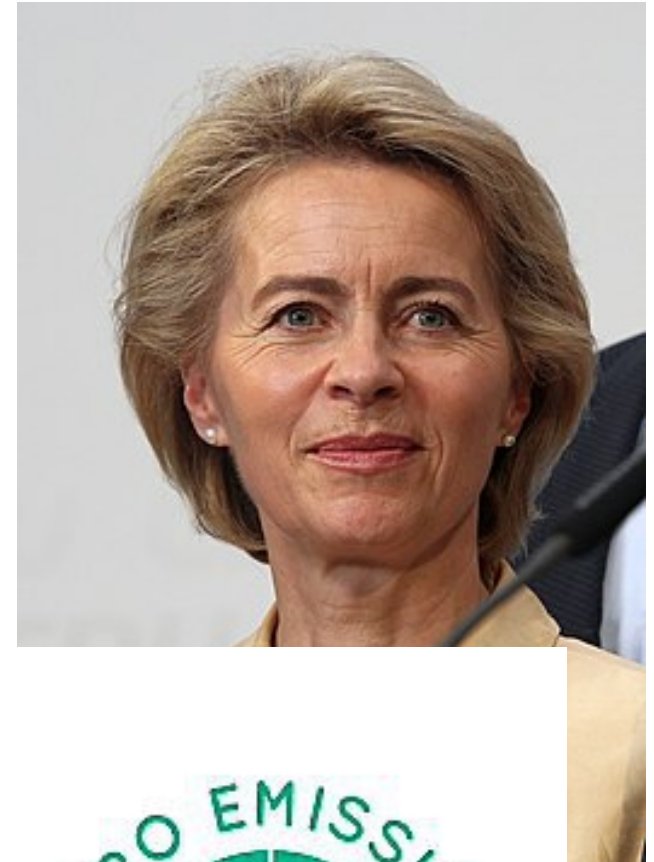
Présidente de la Commission européenne

16 juillet 2019 – Orientations politiques de la Commission pour 2019 - 2024

p. 5 : « Je proposerai un pacte vert pour l'Europe dans les 100 premiers jours de mon mandat. Ce pacte vert pour l'Europe inclura la première législation européenne sur le climat, afin d'ancrer l'objectif de la neutralité climatique à l'horizon 2050 dans la loi. »

p.15 : « Les données et l'intelligence artificielle sont les ingrédients de l'innovation qui peuvent nous aider à trouver des solutions aux enjeux sociétaux actuels, que ce soit dans le domaine de la santé ou de l'agriculture, de la sécurité ou de l'industrie manufacturière. »

p. 16 : « La numérisation et le cyberspace sont les deux faces d'une même médaille. Pour commencer, il faut changer notre état d'esprit: nous devons passer du «besoin de savoir» au «besoin de partager» »

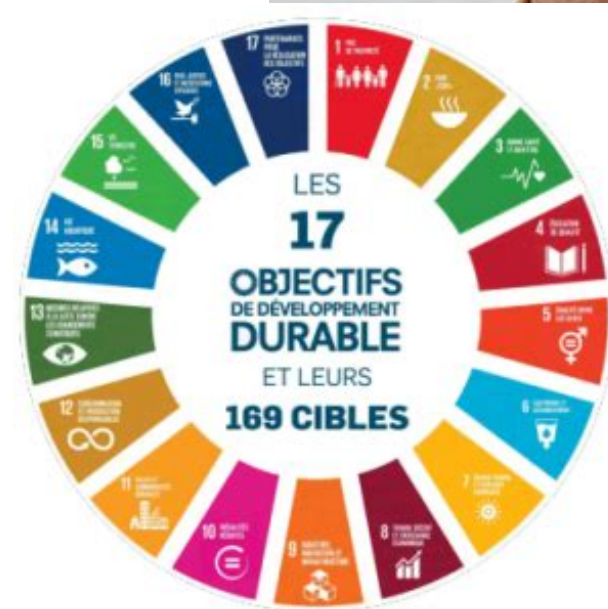


Ursula Von der Leyen

Présidente de la Commission européenne

31 août 2020

« La collaboration mondiale est le seul moyen de surmonter une pandémie mondiale. Dans le cadre de la réponse mondiale contre le coronavirus et de la campagne Global Goal Unite, nous avons vu le monde s'unir. Près de 16 milliards d'euros ont été promis à ce jour et les chercheurs et organisations les plus talentueux unissent leurs efforts pour fournir des vaccins, des tests et des traitements, qui seront notre bien commun universel. Aujourd'hui, la Commission annonce une contribution de 400 millions d'euros à COVAX pour travailler ensemble à l'achat de futurs vaccins au profit des pays à revenu faible et intermédiaire.



Ursula Von der Leyen

Présidente de la Commission européenne

1^{er} mars 2021

Par la voix de sa présidente Ursula von der Leyen, la Commission européenne a annoncé pour le 17 mars une proposition de législation visant à créer un « **digital green pass** ».



20 janvier 2022 avec Klaus Schwab au WEF
« Il n'y a pas de digital sans puce »

Klaus Schwab félicite Ursula Von Der Leyen pour son annonce relative à une nouvelle loi européenne sur les puces visant développer l'expansion de celles-ci sur le territoire de l'U.E : European Chips

Act

[Vidéo]

24 mai 2022 à Davos (WEF)

« On n'aurait jamais pensé que cette guerre nous donne un 2e excellent argument pour accélérer cette transition verte »



Les Lobbies occupent le terrain

WIKIPÉDIA

Objectif fondamental de la Commission [européenne], la promotion de l'intérêt général est limitée par l'influence non négligeable des groupes d'intérêt, en vue de servir les intérêts catégoriels, publics ou privés, qu'ils défendent.

Selon le *Corporate Europe Observatory*, entre 15 000 et 30 000 personnes travaillent à Bruxelles pour le compte de lobbies, dont 70 % pour le secteur privé (tabac, chimie, automobile, filière laitière, etc) et 10 % pour des associations (environnement, droits sociaux, femmes, etc)



Les GOPÉ

Grandes Orientations de Politique Économique

WIKIPÉDIA

Les GOPE sont instituées par l'article 121 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), sont les ordonnances des « Grandes Orientations des Politiques Économiques » (austérité budgétaire, réformes structurelles, négociations salariales, politiques de développement durable, etc.) **adressées chaque année aux États membres de l'Union européenne.**

En tant que recommandations, elles ne sont théoriquement pas, par elles-mêmes, légalement contraignantes. **Cependant, des sanctions à l'encontre d'un État peuvent être infligées lorsque celui-ci ne présente pas « un plan de mesures correctives insuffisant »** à la suite de « deux recommandations successives du Conseil ».

« C'est en fait la véritable feuille de route de la politique économique et sociale de tous les gouvernements des États membres de l'UE, notamment du gouvernement français, quelle que soit leur couleur politique. »



GOPE 2012 - 2013

Bruxelles, le 30.5.2012

RECOMMANDATION DU CONSEIL

concernant le programme national de réforme de la France pour 2012

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

RECOMMANDE que la France s'attache, au cours de la période 2012-2013:

2. à introduire de nouvelles réformes pour lutter contre la segmentation du marché du travail en revoyant certains aspects de la législation en matière de protection de l'emploi, en concertation avec les partenaires sociaux dans le respect des pratiques nationales, notamment en ce qui concerne la procédure administrative applicable aux licenciements individuels; à continuer de veiller à ce que toute évolution du salaire minimum favorise la création d'emplois et la compétitivité; à prendre des mesures en vue d'augmenter la participation des adultes à l'apprentissage tout au long de la vie;

Que s'est-il passé en 2012 en France ?

François Hollande va devoir déplaire soit aux marchés financiers soit à ses électeurs, puisqu'il est certain de ne pas parvenir à réconcilier les deux.

La demande de renégociation du traité serait alors utilisée pour tromper le public français, en lui faisant accepter des réformes correctes dont celles du marché du travail.



Nicolas Doisy · 3e

Economist with large experience in public policy and financial markets

Ministères de l'Économie, des Finances, de l'Action et des Comptes publics • ENA - Ecole nationale d'administration
Paris, Île-de-France, France

19 avr. 2012



Nicolas Doisy
Chief Economist
Crédit Agricole - Chevreux

Vers la fin des cdi en france ? Le plan des financiers pour 2012.

GOPE 2012 - 2013

Bruxelles, le 30.5.2012

RECOMMANDATION DU CONSEIL
sur le programme national de réforme de Chypre pour 2012
et rendant un avis du Conseil sur le programme de stabilité de Chypre pour 2012-2015

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE
RECOMMANDE PAR LA PRÉSENTE que **Chypre** prenne des mesures
au cours de la période 2012-2013 pour :

2. **harmoniser la surveillance des sociétés coopératives de crédit conformément aux normes appliquées pour les banques commerciales. Renforcer les dispositions réglementaires pour une recapitalisation efficace des institutions financières afin de limiter l'exposition du secteur financier aux chocs extérieurs;**

Que s'est-il passé en 2013 à Chypre ?



LE TEMPS

Publié jeudi 21 mars 2013

**Bruxelles demande à Chypre
d'instaurer un blocage des
capitaux**

GOPÉ 2018 - 2019

Bruxelles, le 23.5.2018

RECOMMANDATION DU CONSEIL

concernant le programme national de réforme de la France pour 2018

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

RECOMMANDE que la France s'attache, sur la période 2018-2019:

1. à veiller à ce que le taux de croissance nominale des dépenses publiques primaires nettes ne dépasse pas 1,4 % en 2019, ce qui correspondrait à un ajustement structurel annuel de 0,6 % du PIB; à utiliser les recettes exceptionnelles pour accélérer la réduction du ratio d'endettement public; à réduire les dépenses en 2018 et à pleinement préciser les objectifs et les nouvelles mesures nécessaires dans le contexte de l'Action publique 2022, afin qu'ils se traduisent en mesures concrètes de réduction des dépenses et de gain d'efficience dans le budget 2019; à uniformiser progressivement les règles des différents régimes de retraite pour renforcer l'équité et la soutenabilité de ces régimes;

Que s'est-il passé en 2018 ?

Les Echos

Publié le 20 mai 2018



Bruno Le Maire : « Réduire la dépense publique sans toucher aux aides sociales ne serait pas cohérent »

Capital

le 21/05/2018

**AÉROPORTS DE PARIS : la
privatisation sur les rails**



Le 13/05/2018

Europe 1

le 08 avril 2018

**SNCF: UN DOCUMENT INTERNE RELANCE
L'HYPOTHÈSE D'UNE PRIVATISATION**

**Le plan du gouvernement pour privatiser la Française
des Jeux**

Que s'est-il passé en 2018 ?



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

18/06/2018

La loi PACTE adoptée par le Parlement

(PACTE = Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises)



Bruno Le Maire
@BrunoLeMaire · [Suivre](#)



La loi **#PACTE** a été définitivement adoptée ! 🇫🇷



11:58 AM · 11 avr. 2019



GOPÉ 2020 - 2021

Brussels, 20.5.2020

1. conformément à la clause dérogatoire générale, prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face efficacement à la pandémie, soutenir l'économie et soutenir la reprise qui en résulte. Lorsque les conditions économiques le permettent, poursuivre des politiques budgétaires visant à parvenir à des positions budgétaires prudentes à moyen terme et à assurer la viabilité de la dette, tout en renforçant l'investissement. Renforcer la résilience du système de santé en assurant un approvisionnement adéquat en produits médicaux essentiels et une répartition équilibrée des agents de santé, et en investissant dans la santé en ligne;
3. assurer la mise en œuvre effective des mesures de soutien à la liquidité des entreprises, en particulier pour les petites et moyennes entreprises. Anticiper les projets d'investissement public matures et promouvoir l'investissement privé pour favoriser la reprise économique. Concentrer les investissements sur la transition verte et numérique, en particulier sur les transports durables, la production et l'utilisation propres et efficaces de l'énergie, de l'énergie et des infrastructures numériques, ainsi que la recherche et l'innovation;

GOPÉ 2022 - 2023

Brussels, 23.5.2022

1. en 2023, assurer une politique budgétaire prudente, notamment en limitant la croissance des dépenses courantes financées au niveau national à un niveau inférieur à la croissance de la production potentielle à moyen terme, en tenant compte du soutien temporaire et ciblé continu aux ménages et aux entreprises les plus vulnérables aux hausses des prix de l'énergie et aux personnes fuyant l'Ukraine. Tenez-vous prêt à adapter les dépenses courantes à l'évolution de la situation. **Accroître les investissements publics en faveur de la transition verte et numérique et de la sécurité énergétique, notamment en utilisant le RRF, RePowerEU** et d'autres fonds de l'UE. Pour la période postérieure à 2023, poursuivre une politique budgétaire visant à parvenir à des positions budgétaires prudentes à moyen terme et à assurer une réduction crédible et progressive de la dette et la viabilité budgétaire à moyen terme grâce à un assainissement, à des investissements et à des réformes progressifs. **Réformer le système de retraite pour unifier progressivement les règles des différents régimes de retraite** afin d'en renforcer l'équité tout en soutenant sa viabilité;

GOPÉ 2022 - 2023

Brussels, 23.5.2022

2. **poursuivre la mise en œuvre de son plan de relance et de résilience**, conformément aux jalons et aux objectifs figurant dans **la décision* d'exécution du Conseil du 13 juillet 2021 [*concernant les autorisations de mise sur le marché de denrées alimentaires contenant des OGM dans l'UE, représentée par Corteva Agrisciences, fondée par Dow, Dupont, Pioneer]**. Finaliser rapidement les négociations avec la Commission sur les documents de programmation de **la politique de cohésion* 2021-2027** **[*en particulier la transition verte et numérique]** en vue d'entamer leur mise en œuvre;
3. remédier à la pénurie de compétences en élevant le niveau des compétences de base, en offrant des options supplémentaires d'apprentissage par le travail et en améliorant les résultats d'apprentissage de tous les élèves, notamment en adaptant les ressources et les méthodes aux besoins des élèves et des écoles défavorisés et en améliorant les conditions de travail et la formation continue des enseignants;
4. **réduire la dépendance globale à l'égard des combustibles fossiles. Accélérer le déploiement des énergies renouvelables décentralisées et à grande échelle** grâce à l'augmentation des investissements publics et en facilitant l'investissement privé, notamment **en rationalisant davantage les procédures d'autorisation** et en garantissant un personnel adéquat pour les administrations ordonnatrices. Améliorer le cadre politique pour encourager la rénovation en profondeur des bâtiments. **Accroître la capacité d'interconnexion énergétique.**

Ursula Von der Leyen,

à Davos le 24 mai 2022



« L'énergie renouvelable est un tramplin pour nous amener au Net Zéro pour le climat »

« Le Green Deal européen est déjà en lui-même très ambitieux, mais c'est une ambition que nous amenons au niveau supérieur : La semaine dernière la Commission européenne a *proposé* le plan "Repower EU", un plan de 300 milliards d'euros, pour nous permettre de nous passer des énergies fossiles russes et d'accélérer la transition écologique [...] pour amener cette part d'énergie renouvelable [de 25] à 45% d'ici à 2030 »

« On n'aurait jamais pensé que cette guerre nous aurait donné un 2e excellent argument pour accélérer cette transition verte. [...] Et pour en revenir à la crise alimentaire, nous aurons besoin de toutes nos forces ensemble pour lutter contre cela »



Proposé par : LA ROSE BLANCHE
t.me/laroseblanche

**COMPLOTISTES, CESSEZ DE
RÉVÉLER LES ÉVÉNEMENTS
UN AN À L'AVANCE !**

**VOUS TUEZ LE SUSPENS,
ARRÊTEZ DE SPOILER ! MERCI.**